

Plateforme Genre et développement

Note sur des initiatives « genre et pandémie de coronavirus »

Mai 2020

1/ Deux webinaires sur « Femmes, genre et coronavirus aux Suds : diversité des situations, mobilisations féministes, rôle de la solidarité internationale »

La Plateforme Genre et développement et le réseau Genre en Action ont organisé conjointement deux webinaires francophones, les 23 et 30 avril 2020, pour partager informations et analyses sur l'impact de la crise sanitaire du coronavirus sur les femmes et les rapports de genre au Sud, la mobilisation des organisations de la société civile et le rôle de la coopération internationale. Les webinaires étaient ouverts à tous publics et ont rassemblé majoritairement des organisations de la société civile, des institutions de développement, des universitaires et chercheur-ses. Environ 70 personnes ont participé à chaque session, dont les présentations powerpoint ainsi que les enregistrements sont disponibles (cf. liens d'accès ci-dessous).

La première session du 23 avril « Genre et coronavirus dans le Sud francophone », animée par le réseau Genre en Action, a donné la parole à des membres africaines de l'association pour des témoignages sur l'impact de la crise sur les femmes et le genre dans différents contextes en Afrique de l'Ouest, la diversité des situations et les initiatives d'associations de femmes.

Des militantes et responsables associatives du Burkina Faso, du Cameroun, du Sénégal et de la République Démocratique du Congo, ont présenté la situation dans leurs pays, les initiatives entreprises et leurs recommandations, adressées aux associations, aux pouvoirs publics et aux acteurs de la coopération : pour le Burkina Faso, Paule-Elise Henry, sociologue ; pour la RDC : Annie Matundu Mbambi, présidente de WILPF ; Cameroun : Anne Pélagie Yotchou CEFAP Ladies Circle ; Sénégal : Penda Ndeye Diouf, coordinatrice de l'Observatoire du genre de St Louis.

Sur la base d'une grille de questionnement commune, les intervenantes ont présenté la situation de l'épidémie dans leur pays, les mesures prises par les pouvoirs publics et leur application ; les impacts de la pandémie sur les différents groupes sociaux de femmes et les rapports de genre ; les initiatives et les recommandations.

L'Afrique reste encore peu touchée par la pandémie de coronavirus mais beaucoup d'inquiétudes s'expriment, au vu des moyens sanitaires réduits¹. Comme partout dans le monde, la crise exacerbe et rend visibles des inégalités de genre, des défaillances et une faiblesse des services publics, qui existaient déjà. Parmi les constats faits par les intervenantes : la situation est particulièrement difficile pour les groupes sociaux les plus défavorisés, le confinement et les horaires de couvre-feu sont difficiles à respecter, les

¹ Le continent africain compterait à mi-mai 2020, 66 119 cas, dont 2 331 décès.
<https://news.un.org/fr/story/2020/05/1068642>

équipements de protection hors de portée du plus grand nombre (disponibilité et prix). Sur le plan économique, les horaires de sortie réduisent les activités des femmes dans le secteur informel, entraînant des pertes de revenus. Au sein des familles, la surcharge de travail pour les femmes est nette mais peu d'évolutions sont constatées dans la répartition des tâches. Les violences sont en augmentation et restent à mieux documenter.

Face à la situation, de nombreuses initiatives sont lancées par des associations de femmes : fabrication et diffusion de masques en tissu, de savon et de gel désinfectant, sensibilisation de la population et notamment des commerçantes, collectes de fonds, participation à des concertations citoyennes et publiques...

De l'avis général, la perspective de genre reste très peu prise en compte dans le débat public et la réponse des autorités. Des recommandations ont été émises :

- Intégrer les femmes et l'approche genre dans les lieux de concertation, de décision et d'élaboration de politiques avec les pouvoirs publics, avec les ONG, les institutions de développement, les autorités locales.
 - Mieux coordonner la réponse à la crise et les actions, assistance humanitaire aux plus vulnérables et aux groupes sociaux défavorisés et discriminés.
 - Soutenir les associations de terrain, travailler plus en collaboration avec les communes au niveau local et avec les associations et mouvement des femmes.
 - Mener des recherches et des études sur les impacts de genre, notamment sur les impacts économiques selon les groupes sociaux de femmes (avec une approche intersectionnelle) et sur les types des violences subies par les femmes.
 - Soutenir les actions de sensibilisation, prévention et répression des violences de genre et des mesures d'accompagnement psycho sociales et économiques.
 - Soutenir les projets et investissements économiques et locaux des femmes, notamment leur réponse à l'épidémie (fabrication d'équipements, transformation alimentaire) pour favoriser leur autonomisation à long terme.

La deuxième session du 30 avril portait sur « Quelles réponses de la coopération et la solidarité internationale ? »

La Plateforme Genre et développement a proposé à des institutions de développement et ONG de partager leur expérience sur le rôle de la coopération et des partenariats internationaux face à cette crise et pour préparer l'avenir. Sont intervenues : l'Agence française de développement, l'association Quartiers du Monde et des représentantes du milieu de la recherche et des ONG. Une initiative d'enquête sur l'impact de genre de la crise et du confinement sur l'organisation au travail a été présentée (*cf. ci-dessous point 2*).

Ouafae Sananès, experte genre à l'AFD, a présenté l'initiative « Covid-19 - Santé en commun » d'un montant de 1 milliard d'euros sous forme de prêt et d'une enveloppe de 150 M€ sous forme de don, lancée le 9 avril 2020². Trois axes sont prévus : renforcement des réseaux régionaux de surveillance épidémiologique ; contributions aux plans nationaux de réponse au Covid-19 des pays africains ; appuis aux principaux acteurs français de la réponse à la pandémie (ONG, fondations, réseaux, organismes de recherche).

² <https://www.afd.fr/fr/actualites/france-lance-initiative-covid-19-sante-en-commun-pour-soutenir-pays-afrique>

Depuis l'apparition de l'épidémie, l'Agence française de développement est pleinement consciente des enjeux de genre et de l'impact spécifique de cette crise sur les femmes et les filles. Les équipes veillent à la bonne prise en compte du genre dans les projets de réponse d'urgence dès que cela est possible et notamment dès que la contrepartie l'accepte. Tous les projets portés par l'AFD sont soumis en amont à un examen selon le genre. Des expertes genre accompagnent les porteurs de projets pour une meilleure intégration du genre. Il y a ainsi toute une chaîne de consultation et de contrôle dans le cycle du projet qui offre les moyens techniques de renforcer la dimension de genre à chaque étape dans les opérations. En outre, des projets OCDE-CAD marqué 2³ de réponse à la pandémie sont actuellement en cours d'instruction que ce soit au Bénin, au Burkina Faso ou en Inde.

Bien que cette crise ait nécessité des arbitrages budgétaires sur les projets prévus en 2020, l'AFD poursuit son engagement sur l'égalité femmes-hommes. Ainsi, tous les projets initialement prévus dans la perspective du Forum Génération Egalité (reporté au premier semestre 2021) et de la mise en œuvre de la diplomatie française féministe, notamment au sein de la coalition d'action⁴ présidée par la France sur les Droits et santé sexuels et reproductifs, ont été maintenus.

Ada Bazan, coordinatrice de Quartier du Monde⁵, association de solidarité internationale, centre d'expertise, de formation et de création d'outils a présenté ses activités. QDM coordonne deux réseaux Sud-Sud-Nord d'organisations sociales pour *l'empowerment* et la participation citoyenne des jeunes, filles et garçons (Histoires urbaines) ; de femmes habitant les quartiers populaires en Afrique du Nord et de l'Ouest, Amérique Latine et Europe (Femmes du Monde).

Les répercussions de la pandémie sur ce réseau associatif sont importantes : des organisations très affectées, des équipes confinées, les actions de terrain à l'arrêt et les financements également. QDM organise des réunions virtuelles deux fois par mois via la plateforme zoom afin de mener une écoute active des coordinatrices et facilitatrices, échanger sur ce qui se passe sur les terrains, penser ensemble à des actions de prévention, protection et de sensibilisation pour la coresponsabilité au foyer sur le *care* et le partage des tâches.

Parmi les initiatives mises en place : un réseau téléphonique d'écouteresses au niveau national, organisé par la Fédération de la Ligue de Droits des Femmes au Maroc, au niveau local en Bolivie ; un réseau de psychologues pour les femmes victimes de violences et les écouteresses (Bolivie, Maroc, Colombie) ; des cartographies mentales sur la charge mentale des femmes face au Covid-19 en Colombie ; des campagnes de terrain de sensibilisation et d'information pour la protection et la prévention (Sénégal et Mali).

³ Les « marqueurs genre » sont un système de notation de l'Aide publique au développement des pays de l'OCDE pour analyser si les projets ont l'égalité femmes-hommes pour objectif principal (marqueur 2) ou pour objectif significatif (le projet a une composante égalité F/H mais le genre n'est pas le motif général de sa réalisation) (marqueur 1) <https://www.oecd.org/fr/cad/femmes-developpement/>

⁴ <https://www.unwomen.org/fr/get-involved/beijing-plus-25/generation-equality-forum/action-coalitions>

⁵ <http://quartiersdumonde.org/>

Des chercheuses du Laboratoire les Afriques dans le monde (LAM)⁶, à Bordeaux, Isabelle Droy (Institut de Recherche sur le Développement, IRD), Elisabeth Hofmann et Kamala Marius, ont présenté la situation spécifique de la recherche.

Comme la plupart des autres actrices, les chercheuses sont confrontées au travail en situation de confinement, entraînant un éloignement des terrains pour la recherche liée au développement. Elisabeth Hofmann a mentionné plusieurs appels à projets « flash » lancés par des agences de recherche sur la pandémie : multi-disciplinaires, dont certains orientés (au moins entre autres) vers « les Suds ».⁷ Le genre n'y est pas explicitement visé, mais peut être considéré sous l'entrée « socio-économique ». Il est important en effet de capter les effets collatéraux des mesures préventives, sous l'angle du genre : faire des recherches pendant cette phase. La question de la collecte de données est critique, avec une attention à porter à la fracture numérique dans l'adaptation des modes d'entretiens aux injonctions de distanciation physique : ainsi l'usage du téléphone en zone urbaine (avec transfert de crédit pour compenser).

Pour Elisabeth Hofmann, l'approche genre doit être prise en compte en permanence. Ainsi pour l'entretien téléphonique : si un seul téléphone existe dans la famille, qui en a l'accès, qui en a le contrôle ? Quel est le contexte dans lequel la personne répond au téléphone (par exemple, le mari, la belle-mère ou les enfants peuvent être autour et écouter).

Kamala Marius, professeure associée en géographie-Université Bordeaux Montaigne et chargée de cours à Science Po Strasbourg, donne l'exemple l'Inde, qui met en avant des sujets sur lesquels plus de recherche sera nécessaire : la situation des travailleur-ses migrant-es saisonnier-es internes pendant cette crise sanitaire (les programmes sociaux sont à l'arrêt depuis le confinement), la manière dont la crise est instrumentalisée par un pouvoir politique autoritaire à des fins de contrôle des populations, etc. Un collègue chercheur indien insiste ainsi sur l'importance des Self-Help Groups (groupes d'entraide) de femmes, dans un contexte de risque de famine, généré notamment par un confinement inadapté.

De son côté, Isabelle Droy, socio-économiste, chercheure IRD UMI Résiliences, a expliqué que l'IRD est très mobilisé en général sur le Covid, sur les aspects médicaux et plus largement, et sur l'importance du maintien du lien avec les partenaires terrain (vidéo-conférences, etc.). Des projets sont déjà en route avec des difficultés concernant le milieu rural, beaucoup de restrictions de circulation. Des tentatives sont faites d'ajouter un module dans des enquêtes prévues pour suivre les situations des populations (moyens d'existence, sécurité alimentaire, inégalités de genre, etc.). Il est nécessaire de mettre en place des systèmes de veille par la remontée d'informations de différentes sources. L'IRD collabore à un site pour le suivi Covid-19 en Afrique⁸.

⁶ <http://www.lam.sciencespobordeaux.fr/>

⁷ Quelques exemples :

<http://www.anrs.fr/en/presse/communiqués-de-presse/695/covid-19-resource-limited-countries-anrs-launch-flash-call>

<https://anr.fr/fr/detail/call/appel-a-projets-flash-covid-19/>

<https://anr.fr/fr/detail/call/appel-a-projets-ra-covid-19/>

<https://www.auf.org/nouvelles/actualites/appel-a-projets-international-auf-covid-19/>

⁸ www.covid19afrique.com ; <https://www.ird.fr/covid19>

Sophie Duval de Coordination Sud présente l'action globale mise en place par cette coordination représentant les ONG et collectifs en France : soutien direct aux organisations en difficulté (un personne contact au sein du secrétariat) ; organisation de webinaires (droit social, plan de continuité d'activité, réponse collective sur les terrains) ; défense et promotion de la capacité d'action des ONG françaises de solidarité internationale pendant et face à la crise. Coordination Sud a identifié neuf mesures urgentes à mettre en place pour le secteur et est en dialogue constant avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'AFD sur les terrains. Une analyse des impacts multidimensionnels de la crise est en cours pour élaborer des recommandations⁹.

Coordination Sud dialogue avec les pouvoirs publics sur les enjeux immédiats d'accès aux droits et de protection, de financement et de participation à la réponse de la France face à la pandémie et ses conséquences.

Plusieurs enquêtes sont en cours parmi les associations de solidarité internationale sur l'impact de la crise actuelle sur les structures de solidarité internationale et leurs projets. Mais il ne faut pas oublier que la solidarité internationale est un secteur très féminisé. Plusieurs associations ont donc mis en place un groupe de travail pour mener une étude sur les impacts genre (*développé en point 2 ci-dessous*).

Echanges entre les participant-es des deux webinaires : points soulevés, questions et recommandations

La situation des femmes et du genre, les actions urgentes

- Beaucoup d'interrogations ont été exprimées sur l'application très difficile voire impossible des mesures de confinement et distanciation dans les pays du Sud¹⁰ et les impacts des restrictions des libertés individuelles, de la répression et des difficultés du secteur informel, où les femmes sont très présentes.
- Le grand problème reste la pauvreté. Les gens sont conscients de la gravité de la maladie et des dangers qui les guettent, mais ils font des priorités quand les moyens ne sont pas réunis et privilégient nécessairement la nourriture par rapport aux masques.
- Des campagnes de sensibilisation devraient être menées pour un meilleur partage des tâches, pour inciter les hommes à participer aux tâches domestiques afin de décharger le travail des femmes.
- Une attention particulière doit porter sur les filles à la maison dans le confinement : plus de travail et risque de déscolarisation suite à la fermeture temporaire des écoles ?
- Pour parler de la répartition des tâches et aborder également les violences conjugales, des moyens d'information permettent de toucher tous les groupes sociaux, comme la radio ou la prise de parole des leaders religieux.
- La question des violences domestiques n'est pas suffisamment abordée, il faut des campagnes d'information, des mesures de protection, un débat public.,
- Une attention sur les groupes de femmes/personnes les plus vulnérables : par exemple les femmes détenues dans les maisons carcérales, les mères célibataires, les enfants des rues.

⁹ <https://www.coordinationsud.org/actualite/covid-19-nos-actions-et-notre-soutien/>

¹⁰ Exemple de l'Inde : <https://laviedesidees.fr/L-Inde-face-a-la-crise-du-Covid-19.html>

- Comment mieux prendre en compte les questions LGBT (notamment vu la difficulté pour ces communautés d'avoir accès aux soins) ?
- Autre situation peu abordée : la gestion des morts par les femmes. La maladie tue beaucoup plus les hommes et avec le confinement et la peur, les femmes se retrouvent sans soutien, sinon à distance et téléphone, à s'occuper de la maladie et la mort de leur mari et de l'enterrement, car tout se passe très vite. C'est très violent et les gouvernements devraient étudier cet aspect et en tenir compte.
- Activités économiques des femmes en temps de crise : le port de masques obligatoire est l'occasion pour les femmes couturières de se lancer dans cette activité.
- En Inde, l'importance de passer par des Self Help Groups (SHG) destinés au microcrédit¹¹, mais qui s'étaient mobilisés pour les repas de cantine le midi. Des expériences montrent que c'est beaucoup plus efficace, car on est sûr que les familles seront nourries.

Accès aux financements et initiatives en cours

- Plusieurs associations ont exprimé leurs préoccupations sur le fait que des financements pour des actions de terrains sont arrêtés. Certains bailleurs redirigent leurs fonds vers des actions pour les conséquences de la pandémie. Les associations craignent une diminution des fonds pour l'après pandémie.
- Exemple donné pour le Cameroun : il n'y a pas d'accompagnement des gouvernements, des représentations diplomatiques ou des agences onusiennes, qui ont répondu à des associations de femmes que la réponse au coronavirus au Cameroun est bilatérale (transite donc par le gouvernement).
- Comment le fonds annoncé par la France de 120 millions d'euros pour les associations féministes¹², notamment du Sud va-t-il prendre en compte la crise et l'après-crise ? L'AFD va-t-elle travailler en collaboration, appuyer les programmes (publics et privés) des associations et autorités locales ?
- ONU Femmes France a lancé un appel à manifestation d'intérêt¹³ dans le cadre de la Campagne Génération Égalité¹⁴ et a reçu plusieurs initiatives portées par des associations présentes au Maroc, en Algérie, en Côte d'Ivoire ou en République Démocratique du Congo.
- La question de l'accès au numérique et la fracture entre et dans les pays et les populations se pose. Certain.e.s des porteur.euses de projets sont en mesure de digitaliser leurs initiatives, principalement dans les grandes villes. Cependant, de nombreuses initiatives ne sont pas digitalisables, notamment les campagnes et ateliers de sensibilisation, des actions liées à l'agro-écologie, etc. La difficulté étant ainsi de maintenir les actions de terrain dans ce contexte sanitaire.
- ONU Femmes développe au niveau international et dans ses bureaux régionaux de nombreux rapports et notes d'information et d'orientation sur la question du genre et du Covid (sur l'augmentation des violences, sur la participation des femmes, etc.).
- Equipop et ses partenaires Ouest-Africains lancent actuellement une enquête portant sur les répercussions du Covid-19 sur leurs projets, et plus globalement sur les droits et la santé sexuelle et reproductives (DSSR) et les droits des femmes en Afrique de l'Ouest francophone. Les résultats de cette enquête pourront être partagés.

¹¹ Sur SHG et Covid : <https://www.worldbank.org/en/news/feature/2020/04/11/women-self-help-groups-combat-covid19-coronavirus-pandemic-india>

¹² <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/03/08/prix-simone-veil-de-la-republique-francaise-pour-egalite-femmes-hommes>

¹³ <https://www.onufemmes.fr/nos-actualites/2020/5/14/generation-egalite-voices-onu-femmes-france-soutient-lengagement-citoyen-pour-egalite-de-genre>

¹⁴ <https://www.onufemmes.fr/generation-egalite>

Réponses à long terme

- Une recommandation générale : tirer leçon de la pandémie pour revoir les systèmes sanitaires qui doivent anticiper sur les futures crises sanitaires.
- La budgétisation sensible au genre (BSG) apparaît comme une des réponses techniques structurantes et transformatrices à amplifier, au niveau des ministères comme sur le plan communal, pour avoir des budgets pour le genre et disposer de données sexospécifiques. Il faut étendre les expériences en cours, qui sont peu nombreuses. Ainsi, le Burkina a commencé en 2019 la BSG dans les budgets de l'Etat, avec 18 ministères actuellement concernés. Des initiatives sont en cours aussi au niveau communal avec Unicef et coopération suisse. L'AFD soutient la budgétisation sensible au genre au Maroc, qui a voulu outiller neuf ministères pour intégrer la BSG.
- Comment mieux coordonner l'information et l'expertise « genre et Covid » ? Par exemple, au niveau des agences AFD et de la Direction Régionale Grand Sahel (siège à Ouagadougou/Burkina).
- Remédier à la faiblesse et au retard francophone : on note beaucoup plus d'initiatives mais aussi de documents qui analysent la pandémie au regard du genre dans l'espace anglophone et hispanophone.
- Le Forum Génération Égalité¹⁵ reporté à 2021, devra prendre en compte le bilan de cette crise et favoriser la participation des femmes des pays du Sud.

Ressources

- Présentation des webinaires sur le site web de la Plateforme GED
<http://www.genre-developpement.org/2020/04/15/23-et-30-avril-webinaires-femmes-et-coronavirus-diversite-des-situations-au-sud-role-de-la-cooperation-internationale/>
- Présentation sur le site web de Genre en Action
<https://www.genreenaction.net/Webinaires-Genre-et-covid.html>
- Powerpoint du webinaire du 24 avril 2020
https://www.genreenaction.net/IMG/pdf/pre_s_longue_webinaire_fin23_04light.pdf
- Enregistrement vidéo du 24 avril 2020
<https://www.youtube.com/watch?v=cpVCP2wG5Cc&feature=youtu.be>
- Powerpoint du webinaire du 30 avril 2020
<http://www.genre-developpement.org/wp-content/uploads/2016/10/PPT-webinaire-300420.pdf>
- Enregistrement vidéo du 30 avril 2020
<https://www.youtube.com/watch?v=XRWNbIOPN5A&list=UUvl3gnmz0IVyvrTOnlMaORA&index=1>
- Ressources documentaires sur genre et Covid-19
<https://docs.google.com/document/d/1f12hJkAs4gt8fHc0jQAebVjxAm9WKKy5Q9bDM5cWfE/edit>

¹⁵ <https://forum.generationequality.org/fr>

2/ Etude sur la prise en compte du genre dans le contexte du coronavirus dans les organisations de solidarité internationale

La Plateforme Genre et développement participe à une initiative d'étude sur la prise en compte du genre en contexte de crise sanitaire dans l'organisation du travail dans les organisations de la société civile agissant à l'international. Animée par la Plateforme Genre et développement, Adéquations, Genre en Action, Coordination Sud, F3E, Médecins du Monde, avec l'appui du Laboratoire des Afriques dans le Monde (LAM) Bordeaux, cette étude porte sur les impacts genre du confinement et du télétravail et les mesures prises dans les ONG, associations, réseaux, etc. agissant à l'international. Un questionnaire en ligne s'adresse à tous les salarié-es, bénévoles, membres, de ces organisations. L'analyse des réponses débouchera sur une synthèse et des recommandations.

Plusieurs enquêtes sont en cours afin d'évaluer les impacts de la crise sanitaire Covid-19 et de ses conséquences sur le monde de la solidarité internationale. Le constat est que aucune ne prend en compte la question des effets de cette crise avec une perspective genre. Pourtant en France, la solidarité internationale est un secteur historiquement très féminisé qui, par ailleurs, s'efforce depuis plusieurs années d'intégrer une perspective genre dans ses projets. Il semble donc important d'analyser les effets de cette crise également sous cet angle.

L'objectif de l'étude est de documenter les impacts possibles en termes de genre que les différentes mesures ont pu avoir dans les organisations (ONG, réseaux et collectifs, fondations, coopératives... travaillant en lien avec l'international, secteur de la solidarité internationale et de l'humanitaire), ainsi que les possibles bonnes pratiques mises en place, afin de pouvoir les partager. Cette première étape servira de base pour un second temps de réflexion sur l'importance d'aborder la question du genre de manière intégrale et pour mener un plaidoyer auprès d'autres instances.

Le questionnaire est anonyme (respectant le plan de gestion des données de l'Université Bordeaux Montaigne concernant les enjeux juridiques et éthiques de la protection des données¹⁶) et ses résultats seront uniquement utilisés dans le cadre de cette étude, qui est assistée par deux étudiantes de l'Université Bordeaux Montaigne. Le questionnaire a également été traduit en anglais, pour utilisation par les ONG qui interviennent sur des terrains non francophones.

Ressources

Information sur l'étude : <http://www.adequations.org/spip.php?article2502>

Lien vers le questionnaire : <https://ee.humanitarianresponse.info/x/UfEZiiAz>

Questionnaire en anglais : <https://ee.humanitarianresponse.info/x/dE2tj2Il>

Pour toute demande d'informations et suivi des résultats : etudegenreCovid19@mailo.com

¹⁶ <https://etu.u-bordeaux-montaigne.fr/fr/donnees-personnelles.html>